

« Carte Blanche sur l'antisémitisme »

Bertrand Wert (Les Écologistes), Conseiller des Français.es de l'étranger en Belgique et conseiller communal/chef de groupe Ecolo-Groen à Ixelles

Léa Charlet (Les Écologistes), Conseillère des Français.es de l'étranger en Belgique.

Pierre Laveant (LFI), conseiller des Français de l'étranger aux Pays Bas

Alexandre Chateau-Ducos (Les Écologistes), conseiller des Français de l'étranger au Luxembourg

Sophie Rauzer (LFI), déléguée consulaire en Belgique

Dans un contexte d'augmentation jamais connue des faits de racisme, d'islamophobie, et en particulier d'antisémitisme, dont les actes ont augmenté de 1000% depuis le 7 octobre 2023 en France, comme en Europe, nous, élus locaux de gauche et écologistes du Luxembourg, des Pays-Bas et de Belgique, réaffirmons notre engagement ferme et sans compromis contre ces idéologies, dont les discours et les actes peuvent aller jusqu'aux crimes de haine. Nous nous sommes d'ailleurs mobilisés le 12 novembre dernier à Bruxelles pour dire "non à l'antisémitisme" lors d'un rassemblement de plusieurs centaines de personnes devant l'Ambassade de France.

Six mois après l'adoption de la "loi immigration" par toute la droite, de la majorité présidentielle au Rassemblement National, c'est maintenant l'extrême droite raciste et antisémite qui menace d'accéder au pouvoir. Plus que jamais nous devons être vigilants et volontaires dans ces luttes autour de trois axes : prévention, justice et éducation.

Il est essentiel de rappeler sans cesse que le racisme n'est pas une opinion, mais bien un délit. Un délit dont les auteurs doivent être dénoncés et poursuivis.

Pour ce faire, nous nous engageons à donner à la police et à la justice les moyens nécessaires pour traduire devant les tribunaux et sanctionner les auteurs de ces actes et propos, qu'ils soient dans l'espace public ou en ligne.

S'attaquer à nos compatriotes pour leur couleur de peau, leur culture, leur tradition ou leur religion, c'est s'attaquer à la République. C'est pourquoi nous voulons instaurer un Commissariat à l'égalité doté d'un Observatoire des discriminations, qui viendra compléter et renforcer le travail de la DILCRAH, délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, et à la lutte contre la haine et les discriminations anti-LGBT.

Ce Commissariat devra s'accompagner de la création de pôles spécialisés au sein des services publics et des cours d'appel, qui viseront aussi à prévenir toutes discriminations ou violences envers nos concitoyens au sein des services de l'État, et ce y compris au sein du corps policier.

Nous mettrons en place un plan de lutte contre les discriminations, en particulier dans l'embauche, la santé et le logement, tout en renforçant les sanctions.

Dans ce travail contre le racisme et les discriminations, la lutte contre le poison de l'antisémitisme, dans ses formes anciennes ou plus récentes, tient un rôle tout particulier. Cet antisémitisme réel où d'atmosphère doit être dénoncé et combattu. Aucune composante de notre société, ni milieux culturels ou sociaux, ni famille politique ne sont immunisées, et notre Gauche n'en n'est pas exempte. Il est essentiel de le reconnaître pour pouvoir agir en conséquence. Ainsi, nous proposerons un plan interministériel pour analyser, prévenir, lutter et éduquer contre l'antisémitisme en France et particulièrement à l'école.

Nous nous engageons aussi à combattre l'islamophobie, phénomène apparu plus récemment mais qui trouve échos dans des campagnes médiatiques et sur les réseaux sociaux. Tout comme pour l'antisémitisme, un plan interministériel sera mis en place pour analyser, prévenir, lutter et éduquer contre l'islamophobie.

À l'échelle de notre circonscription, nous souhaitons continuer et étendre les actions de prévention et d'éducation déjà existantes dans le réseau des lycées français et centres culturels français du Benelux. Le corps enseignant et les élèves doivent se sentir soutenus tant moralement que concrètement dans leurs activités pédagogiques et citoyennes. Cela pourra passer par des formations sur le harcèlement ou les paroles de haine en ligne, par l'accueil d'expositions, de témoignages de personnes et associations concernées, ou par des sorties ou voyages pédagogiques vers des lieux culturels, religieux, historiques ou mémoriels.

C'est déjà le cas en Belgique où des voyages scolaires citoyens et de mémoire ont lieu annuellement vers « Lyon capitale de la Résistance », le « plateau des Glières » et « la Maison d'Izieu, mémorial des enfants juifs exterminés ». Ce lieu de mémoire a d'ailleurs signé en 2023 un accord de coopération avec la Fédération Wallonie Bruxelles. Nous souhaitons que des partenariats similaires se développent avec la Flandre, et les ministères néerlandais et luxembourgeois, et que les ressources du STAFE (dispositif de soutien au tissu associatif des Français à l'étranger), soient fléchées sur ces thématiques et renforcées financièrement.

Parce que la diversité, la binationalité ou les libertés religieuses et de conscience sont des richesses inestimables, nous appelons toutes les forces antiracistes et antifascistes à nous rejoindre dans ce combat en votant pour le Nouveau Front Populaire le 30 juin et le 7 juillet prochain.

Ensemble, faisons barrage au Rassemblement National et bâtissons une société plus juste, plus solidaire et plus fraternelle.

+ + + + +